

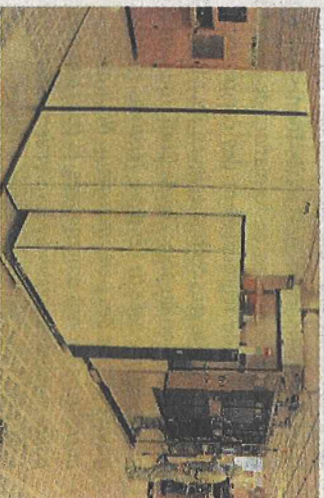
Les enjeux du leadership européen en nanoélectronique

Depuis son retour triomphant dans la course technologique, l'Europe fait aujourd'hui face à de nouveaux défis pour maintenir son leadership. Nanoélectronique, concurrence de nouveaux pays, autant d'enjeux qui ne pourront être relevés sans une véritable volonté politique.

"Plus que jamais les technologies de pointe, notamment la micro et la nanoélectronique, sont au cœur de notre avenir industriel, constate Gérard Matheron, directeur de MEDEA+, programme de R&D coopérative pan-européen consacré aux systèmes sur silicium. Si l'Europe ne domine pas ce secteur, elle se résigne à devenir un acteur économique de second plan." L'heure est à l'urgence. En effet, si les États membres de l'Union Européenne s'étaient engagés, lors du sommet de Lisbonne en 2000, à faire de l'Europe, l'économie de la connaissance la plus compétitive, la plus dynamique (...) dans les dix ans, six ans plus tard, il convient de déchanter. «Si certains modèles de coopération intergouvernementale entre secteurs public et privé ont démontré leur efficacité, les moyens nécessaires pour maintenir l'Europe dans la course sont aujourd'hui d'une tout autre envergure, rappelle Gérard Matheron. Et les politiques n'ont pas encore pleinement réalisé l'enjeu.» Petit retour en arrière. 1985, François Mitterrand et Helmut Kohl lancent l'initiative intergouvernementale EUREKA (36 pays aujourd'hui), afin de favoriser l'émergence de nouveaux projets innovants et permettre ainsi à l'Europe de faire jeu égal avec les États-Unis. Le succès est au rendez-vous dans de nombreux secteurs. Grâce à JESSI (1989-1996), 1er programme EUREKA pour la R&D dans l'industrie microélectronique, l'Europe rattrape plus de deux générations technologiques de retard et 3 Européens se propulsent dans le Top 10 de l'industrie mondiale des semi-conducteurs.

L'Europe peut encore mieux faire

Les atouts de ces programmes ? Basés sur un appel à projets orientés par un livre blanc, ils favorisent la création spontanée de partenariats en R&D, constitués de PME et de grands groupes, d'universités et de centres de recherche. La procédure de validation, simple et rapide, apporte une grande flexibilité aux projets. Leurs limites ? Le financement. Faisant appel à la fois aux fonds privés (les industriels) et publics, la contribution étatique n'a cessé de se réduire pour atteindre 35 % aujourd'hui, tandis que les industriels



ont multiplié par 7 leurs investissements. De surcroît, l'alignement promis des procédures et des objectifs stratégiques des pays européens se fait attendre. Plus inquiétant encore, au-delà des États-Unis et du Japon, concurrents traditionnels de l'Europe, une nouvelle concurrence émerge de pays comme Singapour, la Chine ou encore Taïwan, offrant des conditions particulièrement attractives aux sociétés souhaitant implanter une unité de recherche sur leur territoire. Pour l'Europe, l'enjeu est donc double. Au niveau financier, l'heure n'est plus au saupoudrage mais à la concentration de tous les efforts sur quelques grands projets dont dépend l'avenir économique de la région. A cette fin, une structure intergouvernementale telle EUREKA est de nature à créer des synergies entre les pôles de compétitivité des pays européens afin de leur conférer une dimension internationale. De même, une meilleure collaboration doit se développer avec les programmes-cadre européens (PCRD). Au niveau politique, l'Europe doit offrir une attractivité à la fois administrative, sociale, fiscale et financière afin de maintenir les unités de recherche sur son territoire et favoriser ainsi la définition des standards de demain.



CONTACT :

MEDEA+
140 bis, rue de Rennes 75006 Paris
Gérard Matheron, Directeur
Tél. : 01 40 64 45 60
Courriel : matheron@medeaplus.org
Site : www.medeaplus.org